

serait sans doute nécessaire pour administrer un tel système.

Je ne crois pas qu'au Canada nous ayons besoin de régimes lourds et coûteux. Nous sommes en mesure de poursuivre un dialogue ouvert et permanent sur la meilleure façon d'adapter nos méthodes pour atteindre les objectifs convenus. Ainsi, après plusieurs mois d'application de la politique, il est devenu évident que l'opinion publique s'inquiétait de son efficacité dans certains secteurs. Je tiens à signaler que ces inquiétudes ne devraient pas cacher l'accord fondamental qui existait sur les principes et leur application. Toutefois, il y avait des faiblesses. Certains ont fait remarquer que la politique annoncée à l'origine exigeait la déclaration de toutes les demandes de boycottage. On a également fait valoir que les certificats d'origine négatifs et les "déclarations de fait" semblaient en contradiction avec les principes sur lesquels repose notre politique. Des consultations utiles ont été tenues à la suite desquelles les politiques du gouvernement ont été adaptées et, à mon avis, considérablement améliorées. Comme l'ont annoncé Barney Danson et John Roberts à Toronto en août dernier:

- a) Les certificats d'origine négatifs (par exemple, attestant que des marchandises fournies n'étaient pas d'origine israélienne) ne sont désormais plus acceptables en vertu de la politique canadienne.
- b) Les déclarations de fait (par exemple, qu'une compagnie ne commerce pas avec Israël) doivent être accompagnées d'une déclaration dans le contrat - ou quelque document où figure la déclaration de fait - confirmant l'intention de la compagnie de se conformer à la politique canadienne.
- c) Le gouvernement adoptera les lois exigeant la déclaration de toutes les demandes de boycottage. C'est là une étape importante qui aligne l'application de la politique sur ma déclaration de principes d'octobre 1976.

Je crois que, dans sa forme actuelle, la politique du gouvernement sur les boycotts de source étrangère est une bonne politique. Nous n'aimons aucun genre de boycott commercial - nous sommes une nation qui dépend beaucoup du commerce - mais nous acceptons la nécessité de composer avec